

En mars 1960, une mission de visite de l'ONU est au Rwanda. Mgr Bigirumwami évêque de Nyundo lui fait des propositions concernant la pacification du Pays.

Nyundo, le 15 mars 1960

MEMORANDUM REMIS A LA MISSION DE VISITE DE L'O.N.U.

**Auteur :PAR SON EXCELLENCE MONSEIGNEUR BIGIRUMWAMI,
EVEQUE DE NYUNDO.**

Monsieur le Président,
Messieurs les Délégués du Conseil de Tutelle,

Depuis quelques semaines déjà, vous êtes enquis suffisamment sur les pénibles et tragiques événements qui ont endeuillé le Rwanda, pour que je doive m'attarder à vous en refaire l'historique ou en rechercher les causes prochaines ou éloignées.

Simplement, je me contenterai de vous soumettre mes constatations de même que quelques propositions qui me semblent au moins être une ébauche effective de solution aux problèmes qui se posent actuellement au Ruanda.

Constatations

Premièrement, ce qui ressort le plus, ce qui émerge du chaos créé ou provoqué depuis novembre dernier, c'est le fait de l'anarchie: anarchie dans l'Administration (Chefferie, sous Chefferie), anarchie dans les tribunaux, désarticulation du réseau scolaire et social. Tout le monde peut constater que le pays manque actuellement de chefs au sens vrai du terme : il n'y a véritablement plus de gouverneur, du moins, qui ait agi comme tel depuis le déclenchement des événements d'ailleurs actuels.

Il n'y a plus davantage de Résident, jouant son rôle normal de Résident remplacé qu'il a été par un Résident Spécial, militaire, dont l'installation semble avoir été pour accentuer la dite anarchie ou partialité. Il n'y a effectivement plus de Mwami (si le Rwanda en a un encore !) ; son autorité ayant été sapée, minée, sinon paralysée par le régime instauré pour les besoins de la cause. Les nouveaux chefs et sous-chefs sont dits provisoires, et se gardent de prendre sur eux la moindre responsabilité.

Car, pensons-nous, ce ne peut être dû par hasard, le fait d'avoir profité des incendies, des massacres et pillages, destructions de troupeaux, de bananeraies, pour généraliser les destitutions, les déportations, les expulsions, les arrestations, les résidences surveillées, les emprisonnements sans aucune forme de procès, des vexations et violences sans nombre, et tout cela portant contre le seul groupe social « tutsi » véritablement persécuté sans discernement.

Une seconde constatation, qui se dégage du drame de notre Pays, que les cyniques se plaisent à appeler la « Révolution (nécessaire) Ruandaise » qu'un arbitre désintéressé, l'objectif ne peut s'empêcher de faire, même rien qu'après un bref séjour ici, est l'exploitation d'une opposition entre quelques leaders « hutu » et « tutsi » présentée faussement à l'opinion mondiale comme opposition inéluctable entre deux races-celle des opprimés d'une part, des oppresseurs de l'autre.

Cette opposition, pensons-nous, non seulement a été artificiellement créée, mais est manifestement soutenue à fond par l'Administration tutélaire locale, sans respect aucun des normes élémentaires de justice et d'équité, avec une partialité qui, si elle était vraiment consciente, mériterait le qualificatif d'inhumaine et criminelle, de la part d'un tuteur, d'un éducateur, d'un formateur. Il n'est, pour s'en convaincre, que de se référer au communiqué d'un sénateur belge : *« Il est facile de faire cesser la privation du droit de vote. Mais la misère, ses tares physiques et morales, les fanatismes religieux et raciaux, l'ignorance et la docilité aux maîtres, sont de pires obstacles à la libération réelle. Il faut tout faire pour les abattre, tandis que les exploités et les anciens serfs accèdent aux droits civils et politiques »*. (Courrier d'Afrique, 20 novembre 1959). Ou de se référer au communiqué 7 de la Résidence du Ruanda, d'en lire la critique succincte dans *« Pourquoi pas ? Congo du 27 février 1960, p.31 et sv., présentant le Gouverneur (Résident Général) comme devant « résider sans gouverner » ; de lire les articles parus dans la libre Belgique sous le titre on ne peut plus expressif le « Le Ruanda sous le rouleau compresseur »*.

Le Rwanda est vraiment sous le « le rouleau compresseur », quand on pense que, par force, violence, une propagande subversive, sur le plan interne, ne ménage aucun effort pour susciter les haines, les divisions entre Tutsi, Hutu et Twa- véritable racisme, quoique l'on dise, alors que ces trois groupes sociaux ont vécu en symbiose et devaient la poursuivre et la parfaire.

Il est tout de même curieux de constater que depuis les terribles troubles de novembre, le Gouvernement n'a pas voulu organiser et installer son Conseil Général, ni convoquer les leaders des partis pour un colloque pacifique. Les incendies, les expulsions massives, les pillages, les

spoliations de nombreux biens, les massacres de vaches, journaliers dans certaines régions, ne se comptent plus et sont sans fin.

Or, ni les notables locaux actuellement investis, ni l'Administration tutélaire locale ne veut sérieusement s'en occuper, ce qui est à la base de cette anarchie, dont nous parlions plus haut, de cette révolte de la masse (si tant est vrai qu'il s'agit de révolte), et qui permet à chaque individu de se faire justice !

Troisièmement En résumé, ces constatations peuvent se ramener, à mon sens, à une seule, qui d'ailleurs s'en dégage sans difficulté. Il existe actuellement au Rwanda une situation anormale, qui est constituée par l'état de guerre, permettant toutes ces arrestations arbitraires, tous ces jugements sans appel, par une guerre restée longtemps camouflée, aujourd'hui ouverte, entre l'Autorité traditionnelle à majorité « tutsi » et l'Autorité tutélaire, qui semble se cacher derrière les leaders hutu, les pillards et les incendiaires qui sont loin d'arrêter leurs méfaits, au contraire.

Sans doute, existe-t-il des dessous de carte, des comptes à régler, ce que l'Administration appelle le « COUP D'ETAT DE MWIMA » (qu'on ne pardonne pas aux tutsi) à venger, tel que cela a été relaté dans différents journaux. Vous avez peut-être pu dégager cette constatation de nombreux documents, dossiers, lettres, etc... qui vous ont dû être communiqués. Cependant, une fois constatés les dégâts, il faut essayer d'y porter remède, et d'assainir la situation.

Proposition

Monsieur le Président,

Messieurs les Délégués,

Je me permets de vous adresser un appel angoissé en faveur de mon peuple, de mes compatriotes banyarwanda, et je vous soumets entre autres suggestions urgentes suivantes, qui s'imposent :

Pour le pays en général:

- Instaurer au plus vite un arbitrage efficace et permanent (du moins jusqu'à la pacification des esprits, et avant toute organisation d'élections libres, impossibles dans la situation actuelle, lesquelles ne pourraient alors se faire que sous le contrôle du dit arbitrage). Il ressort des événements récents et actuels que si cet arbitrage n'est pas créé, un abîme de haine et de divisions s'accroîtra entre Tutsi et Hutu en les acheminant vers une guerre fratricide, ce qui ne sera qu'une porte ouverte au Communisme qui leur apparaîtra comme le seul salut .

- Il faudrait mettre fin à cette propagande sournoise qui tend à saper l'autorité du Mwami, Souverain tout de même indiscuté du Pays, jusqu'à ce jour. Serait-il vraiment difficile de lui laisser les coudées franches et libres pour la pacification de son peuple ?
- Il faudrait, encore une fois après pacification, et sans méconnaître la consultation préalable et en toute liberté des populations principalement intéressées, organiser des élections qui doivent asseoir un régime vraiment démocratique. Les élections d'ici peu s'avèrent tout à fait illogiques et pas faites pour la pacification du Pays, impossible avant la restauration des droits de tant de personnes, par milliers, lésées.

Pour la couche de la population plus éprouvées:

- Il faudrait immédiatement que le Gouvernement de tutelle mette fin aux arrestations, emprisonnements, expulsions, déportations, résidences surveillées, tous arbitraires et sans procès jusqu'à ce jour du moins. De plus, il faut relâcher les prisonniers injustement incarcérés, rappeler les exilés involontaires injustement pourchassés, indemniser tous ceux-là qui ont été spoliés sans motifs, et réintégrer dans leurs terres propres ou patrimoines ceux qui en ont été dépossédés.
- Il faudrait, du moins pendant la période transitoire, c'est-à-dire, avant des élections libres, constructivement préparées, reconstituer certains anciens cadres-ou-demander aux populations de choisir (librement) leurs Chefs ou sous –Chefs, imposés, souvent manu militari.
- Il faudrait aviser dès maintenant à exempter d'impôt tous ceux qui ont été durement et tragiquement sinistrés dans leurs personnes et leurs biens, qui sont absolument dans l'impossibilité de le payer, toujours sans logis, sans terres et sans nourriture.

Il faudrait, en un mot, mettre fin à cette propagande subversive de haine et de division, mettant complaisamment des couches sociales (raciales) l'une contre l'autre, ce qui est à la base de ce que nous vivons et que vous avez constaté.

Encore une fois, un arbitre neutre, intègre, désintéressé, s'impose. Le « char étant trop embourbé » et l'Administration tutélaire locale actuelle étant trop compromise, il est impossible à cette dernière de pacifier le Pays dans ces conditions en faisant marche-arrière.

Voilà, Monsieur le Président, Messieurs les Délégués, les quelques mots que j'avais à vous dire concernant la tragique situation de mon Pays, pour lequel je me devais de faire cet ultime appel angoissé à l'organisation des Nations- Unies, qui vous a mandatés.